

N. 98 — 2980 (98 — 1826)

[98/31417]

**2 JULI 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen. — Erratum**

De Nederlandse versie van artikel 10, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 1998 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen (*Belgisch Staatsblad* van 21 juli 1998, blz. 23885) dient te worden gelezen als volgt :

« Wanneer geluidsmetingen worden verricht buiten de eigendom waarvan de geluidsbron afkomstig is, kan de microfoon, voorzien van een windbol, op elk punt buiten de rand van de betrokken eigendom worden geplaatst,... »

F. 98 — 2980 (98 — 1826)

[98/31417]

**2 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit. — Erratum**

La version néerlandaise de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 1998 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit (*Moniteur belge* du 21 juillet 1998, p. 23885) doit se lire comme suit :

« Wanneer geluidsmetingen worden verricht buiten de eigendom waarvan de geluidsbron afkomstig is, kan de microfoon, voorzien van een windbol, op elk punt buiten de rand van de betrokken eigendom worden geplaatst,... »

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 2981

[C - 98/31401]

**3 JUILLET 1998. — Règlement permettant la promotion de spectacles de théâtre bruxellois francophone à l'étranger**

**Article 1<sup>er</sup>.** Sur base de la convention passée entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française relative aux modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française dans les matières autres que celles transférées, et dans la limite des crédits budgétaires, des subsides peuvent être alloués aux compagnies théâtrales afin de leur permettre de donner des représentations dans le cadre d'un accueil par des lieux culturels ou festivals à l'étranger, suivant les règles et conditions fixées ci-après.

**Art. 2.** La subvention ne peut être accordée qu'aux compagnies théâtrales dont le siège social est situé en région bruxelloise, qui y exercent leur activité principale, et qui doivent être considérées comme relevant exclusivement des compétences de la Communauté française conformément à l'article 127 de la Constitution.

2.2. Pour ses activités et sa gestion, la compagnie théâtrale fait usage de la langue française.

2.3. Sous le terme de "compagnie théâtrale", le Collège de la Commission communautaire française comprend les dénominations suivantes : théâtre subventionné, théâtre non subventionné, association exerçant une activité à caractère théâtral.

**Art. 3.** Pour être prises en considération, les compagnies théâtrales doivent introduire une demande auprès de la Commission communautaire française uniquement à l'aide d'un formulaire de demande d'octroi de subside, qui doit comporter les pièces suivantes :

3.1.1. les coordonnées et les références du lieu ou de l'organisme qui accueille les représentations, accompagnées d'une attestation écrite;

3.1.2. un dossier artistique complet relatif à la pièce de théâtre programmée;

3.1.3. une note de motivation relative à l'intérêt que revêt la participation du théâtre ou de la compagnie au projet pressenti;

3.1.4. une copie des statuts de la compagnie théâtrale (copie des statuts parus au *Moniteur belge*);

3.1.5. les comptes et bilans de l'année qui précède;

3.1.6. un rapport des activités de l'année qui précède;

3.1.7. un budget prévisionnel des recettes et dépenses de l'année en cours d'exercice et un budget détaillé du projet de déplacement concerné par la demande;

3.1.8. un rapport précisant toutes les sources de financement publiques et privées en vue de l'organisation du déplacement à l'étranger. Les noms et adresses des partenaires financiers et des coproducteurs impliqués dans le projet, ainsi qu'une copie du contrat de coproduction (ou au moins une lettre d'intention) doivent être fournis;

3.1.9. le titre du spectacle et ses dates de représentation;

3.1.10. la liste des artistes professionnels qui font partie du projet.

3.2. Les compagnies théâtrales doivent garantir le financement de l'organisation du spectacle à l'étranger à concurrence de 60 % de son coût total, hors intervention de la Commission communautaire française.

3.3. Le nombre de demandes par année civile par compagnie théâtrale est fixé à deux au maximum.

**Art. 4.** Les demandes doivent être déposées, en deux exemplaires, au plus tard trois mois avant la date de la première représentation.

4.2. La décision du Collège de la Commission communautaire française est notifiée par courrier endéans les vingt jours ouvrables à dater du dépôt de la demande.

4.3. La demande de candidature doit être faite uniquement au moyen du formulaire de demande d'octroi de subside qui est à retirer auprès du service compétent de la Commission communautaire française. Le document doit être renvoyé, dûment complété, audit service.

4.4. La date de dépôt de candidature doit concerner l'année d'exercice en cours. La date limite de dépôt de candidature par exercice est fixée au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

**Art. 5.** 5.1. Le Collège de la Commission communautaire française détermine la procédure à suivre pour l'introduction des demandes d'intervention et fixe le montant de l'intervention financière. Il délègue au membre du Collège, en charge de la Culture, l'exécution de ladite procédure et la prise de décision relative à l'acceptation de la demande.

5.2. L'intervention financière de la Commission communautaire française couvre les frais dits "de déplacement" et les frais dits "de séjour", et certains frais inhérents au projet :

5.2.1. les frais dits "de déplacement". Les montants inhérents aux frais dits de "déplacement" sont pris en charge au maximum à 50 % des sommes éligibles par la Commission communautaire française. Chaque montant devra être justifié par la présentation de copies des pièces justificatives couvrant 100 % des frais engagés;

5.2.2. les frais dits "de séjour". Les frais dits "de séjour" concernent les frais liés au logement et aux frais de repas. Les montants inhérents aux frais dits "de séjour" sont pris en charge au maximum à 50 % des sommes éligibles par la Commission communautaire française. Chaque montant devra être justifié par la présentation de copies des pièces justificatives couvrant 100 % des frais engagés;

5.2.3. les frais inhérents au projet autres que relevant des frais dits "de déplacement" ou "de séjour" moyennant l'approbation exceptionnelle de la Commission communautaire française peuvent être couverts au maximum à 50 % de leur coût total.

5.3. Les frais liés à une rémunération sont exclus.

5.4. Le montant du subside octroyé par la Commission communautaire française n'excédera pas, pour l'ensemble des frais admissibles, un montant de cent mille francs par demande introduite.

**Art. 6.** 6.1. Seules les compagnies théâtrales ayant un résultat financier en équilibre à la clôture de l'exercice écoulé seront en droit de présenter leur candidature.

6.2. Les compagnies théâtrales qui bénéficient d'une aide du Commissariat général aux Relations internationales sont exclues de toute aide de la Commission communautaire française pour le même projet.

6.3. Les projets de déplacement de spectacles à l'étranger refusés par le CGRI pour des raisons purement qualitatives ne seront pas éligibles par la Commission communautaire française.

**Art. 7.** Toute compagnie théâtrale subventionnée accepte le contrôle de la Commission communautaire française et s'engage à lui fournir tous les documents qu'elle jugerait opportun de réclamer, notamment ceux exigés par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi de subventions publiques.

**Art. 8.** Toute compagnie théâtrale subsidiée doit insérer dans ses publications et lors de ses activités la mention suivante : "avec le soutien de la Commission communautaire française - Secteur du Théâtre".

**Art. 9.** Le non-respect des obligations visées à l'article 6 entraîne le remboursement du subside octroyé.

**Art. 10.** Le Collège fait rapport annuellement à la commission compétente de l'Assemblée de la Commission communautaire française de l'application du présent règlement.

Adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 3 juillet 1998.

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 2981

[C - 98/31401]

#### 3 JULI 1998. — Verordening tot bevordering van Franstalige Brusselse toneelvoorstellingen in het buitenland

**Artikel 1.** Op basis van de overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoeringsregels van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor andere materies dan die welke haar werden overgedragen, en binnen de grenzen van de begrotingskredieten, kan een toelage worden toegekend aan toneelgezelschappen om hen de mogelijkheid te bieden voorstellingen te geven op culturele plaatsen of op festivals in het buitenland, volgens de hierna bepaalde regels en voorwaarden.

**Art. 2.** Er kan enkel een toelage worden toegekend aan toneelgezelschappen waarvan de maatschappelijke zetel in het Brusselse Gewest gevestigd is, die er hun hoofdactiviteit uitoefenen en die uitsluitend onder de bevoegdheid vallen van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 127 van de Grondwet.

2.2. Het toneelgezelschap gebruikt het Frans voor zijn activiteiten en zijn beheer.

2.3. De Franse Gemeenschapscommissie verstaat onder het begrip "toneelgezelschap" : gesubsidieerde schouwburg, niet-gesubsidieerde schouwburg, vereniging die in de theaterwereld bedrijvig is.

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen, dienen de toneelgezelschappen een toelage aanvraag in te dienen bij de Franse Gemeenschapscommissie, uitsluitend via een aanvraagformulier dat de volgende elementen bevat :

3.1.2. de naam en het adres van de plaats waar de voorstellingen worden opgevoerd, samen met een schriftelijk attest;

3.1.3. een volledig artistiek dossier betreffende het geprogrammeerde toneelstuk;

3.1.4. een verantwoordingsnota betreffende het belang van het aandeel van de schouwburg of het toneelgezelschap in het project;

3.1.5. een afschrift van de statuten van het toneelgezelschap (afschrift van de statuten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn);

3.1.6. de rekeningen en balansen van het vorige jaar;

3.1.7. een activiteitenverslag van het vorige jaar;

3.1.8. een raming van de uitgaven- en ontvangstenbegroting van het lopende boekjaar en een uitvoerige begroting van de geplande verplaatsing waarop de aanvraag betrekking heeft;

3.1.9. een verslag betreffende alle openbare en privé-financieringsbronnen met het oog op de organisatie van de verplaatsing in het buitenland. De namen en adressen van de financiële partners en coproducteurs dienen te worden verstrekt, evenals een afschrift van het coproductiecontract (of op zijn minst een intentiebrief);

3.1.10. de titel van het spektakel en de voorstellingsdata;

3.1.11. de lijst van de beroepsartiesten die aan het project deelnemen.

3.2. De toneelgezelschappen dienen de financiering van de organisatie van de voorstelling in het buitenland te waarborgen ten belope van 60 % van de totale kostprijs, buiten de steun van de Franse Gemeenschapscommissie.

3.3. Elk toneelgezelschap kan slechts twee toelageaanvragen per kalenderjaar indienen.

**Art. 4.** De aanvragen dienen in twee exemplaren te worden ingediend uiterlijk drie maanden voor de datum van de eerste voorstelling.

4.2. De beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt bij post betekend binnen twintig werkdagen na de indiening van de aanvraag.

4.3. De aanvraag dient uitsluitend te gebeuren door middel van een aanvraagformulier dat te verkrijgen is bij de bevoegde dienst van de Franse Gemeenschapscommissie. Het document dient volledig ingevuld naar diezelfde dienst te worden teruggestuurd.

4.4. De kandidaturen dienen in het lopende kalenderjaar te worden ingediend. De uiterste datum, per kalenderjaar, wordt vastgesteld op 1 september.

**Art. 5.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepaalt de procedure die gevolgd moet worden voor de indiening van de toelagen aanvragen en bepaalt het bedrag van de toelagen. Het belast het collegelid bevoegd voor cultuur met de uitvoering van deze procedure en met de beslissing betreffende de goedkeuring van de aanvraag.

5.2. De financiële bijdrage van de Franse Gemeenschapscommissie dekt de verplaatsings- en verblijfskosten, evenals bepaalde kosten die inherent zijn aan het project :

5.2.1. de verplaatsingskosten : de verplaatsingskosten worden vergoed voor maximum 50 % van de bedragen die door de Franse Gemeenschapscommissie in aanmerking worden genomen. Elk bedrag moet worden verantwoord door voorlegging van afschriften van de bewijsstukken die 100 % van de gemaakte kosten dekken;

5.2.2. de verblijfskosten : de verblijfskosten, die betrekking hebben op de kosten voor huisvesting en maaltijden, worden vergoed voor maximum 50 % van de bedragen die door de Franse Gemeenschapscommissie in aanmerking worden genomen. Elk bedrag moet worden verantwoord door voorlegging van afschriften van de bewijsstukken die 100 % van de gemaakte kosten dekken;

5.2.3. de andere kosten dan de verplaatsings- en verblijfskosten inherent aan het project kunnen worden vergoed voor maximum 50 % van het totaalbedrag mits uitzonderlijke goedkeuring van de Franse Gemeenschapscommissie.

5.3. Loonkosten worden niet vergoed.

5.4. De toelage die door de Franse Gemeenschapscommissie wordt toegekend, bedraagt hoogstens 100 000 BEF per aanvraag voor alle in aanmerking genomen kosten.

**Art. 6.** Enkel toneelgezelschappen met een sluitende begroting aan het einde van het lopende kalenderjaar kunnen hun kandidatuur indienen.

6.2. De toneelgezelschappen die steun krijgen van het Commissariat général aux Relations internationales (CGRI), kunnen voor hetzelfde project geen toelage van de Franse Gemeenschapscommissie krijgen.

6.3. De toneelprojecten in het buitenland die door het CGRI om louter kwalitatieve redenen werden geweigerd, komen niet in aanmerking voor een toelage van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 7.** Het toneelgezelschap dat in het kader van deze verordening een toelage krijgt, aanvaardt het toezicht van de Franse Gemeenschapscommissie en verbindt zich ertoe haar alle documenten te bezorgen die deze nuttig acht, inzonderheid de documenten die vereist worden door de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen.

**Art. 8.** Het toneelgezelschap dat in het kader van deze verordening een toelage krijgt, dient in zijn publicaties en bij zijn activiteiten de volgende vermelding te gebruiken : "Soutien de la Commission communautaire française, Secteur du Théâtre."

**Art. 9.** Bij niet-naleving van de in artikel 6 vermelde verplichtingen moet de toelage volledig worden terugbetaald.

**Art. 10.** Het College brengt jaarlijks verslag uit aan de bevoegde commissie van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie over de toepassing van deze verordening.

Brussel, 3 juli 1998.



**3 JUILLET 1998. — Règlement régissant l'accès à des stages de pratique professionnelle dans le secteur théâtral pour des jeunes comédien(ne)s, dénommé "Fonds d'Acteurs"**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits budgétaires, un subside peut être alloué aux théâtres et compagnies théâtrales dans le cadre de l'engagement, pour une durée de trois mois maximale, de jeunes comédien(ne)s, metteurs en scène et de scénographes ayant terminé leur cycle d'études dans une école francophone d'art dramatique et des arts de la scène de la Communauté française, suivant les règles et conditions fixées ci-après :

**Art. 2.** Un subside ne peut être accordé qu'aux théâtres ou compagnies théâtrales dont le siège est situé en région bruxelloise. Pour ses activités et sa gestion, le théâtre ou la compagnie théâtrale doit faire usage de la langue française.

Le spectacle théâtral qui encadrera l'engagement du stagiaire devra impérativement se dérouler en région bruxelloise.

**Art. 3. 1.** Pour être pris en considération, les théâtres et compagnies théâtrales doivent introduire un dossier qui comporte les pièces suivantes :

3.2. les coordonnées et les références du lieu qui accueille les représentations. Si la compagnie ne dispose pas d'un lieu propre, elle doit fournir une attestation du lieu qui l'accueille;

3.3. un dossier artistique complet relatif à la pièce de théâtre programmée;